

Soirée débat sur la jeunesse  
Assemblée Nationale 31/01/2012  
Annick GIRARDIN – Député de Saint-Pierre et Miquelon

Même lorsque l'on vient, comme moi, d'un territoire ultra-marin considéré comme un «paradis pour les enfants», on sait l'importance de mener une politique de jeunesse et d'éducation populaire.

On sait surtout le désastre que peut provoquer le désengagement des pouvoirs publics dans ce secteur.

Construire une politique d'éducation populaire c'est tout d'abord s'adresser à l'ensemble de la population d'un territoire, lui permettre un accès à la culture, à la prise de parole, à l'expression et donc, en un mot, à la citoyenneté.

C'est aussi offrir à chacun la possibilité de dépasser une « éducation première » comme la nommait Condorcet, pour lui permettre de construire de nouveaux savoirs, savoirs faire, savoirs être, avec les autres et tout au long de sa vie.

C'est également faire le pari que quels que soient son niveau de formation, son statut social, son âge, son genre, l'expérience de chacun, ses réflexions, son témoignage, tous sont autant d'apports à l'intelligence collective, au vivre ensemble, à l'idée même de « faire société ». Cette mixité est le plus sûr et certainement le seul rempart aux communautarismes de tous genres qui se multiplient, aux sectarismes que l'on entretient quelquefois, aux oppositions qui sont dressées entre catégories, hommes et femmes, riches et pauvres, jeunes et vieux...

Choisir une politique d'éducation populaire, c'est aussi porter un regard positif sur la jeunesse. C'est réaffirmer que les jeunes ne sont

ni de dangereux perturbateurs, ni uniquement des potentiels économiques.

Les jeunes sont des « entrants » dans la société. En pénétrant dans une vie autonome sociale, professionnelle, affective, culturelle, citoyenne, ils font à la fois l'expérience de leur capacité à s'investir, à innover, à créer, mais aussi la découverte de leur fragilité.

C'est pourquoi ils ont besoin d'être accompagnés. Dans sa dimension d'éducation populaire, une politique de jeunesse ne vise pas exclusivement l'insertion sociale et professionnelle certes importante, elle envisage la place des jeunes comme membres à part entière de la société et leur participation à l'ensemble de ses dimensions.

Nous le savons tous, l'enthousiasme et l'énergie vécus à partir de la réalisation d'un projet sont communicatifs, aux autres, mais aussi dans d'autres investissements. S'il est difficile d'être bien dans la vie lorsque l'on est sans emploi stable, est-il plus facile d'être bien dans son job lorsqu'on est mal dans son environnement, dans ses loisirs, dans sa relation aux autres... Seule l'éducation populaire permet cette approche globale.

Les jeunes se détournent des discours politiques, mais quoi de plus normal ? Ils ont trop souvent été utilisés comme objet de discours ou de débats et trop rarement comme sujet d'action par les politiques eux-mêmes. Car de quoi s'agit-il, sinon de leur donner les moyens de prendre une place dans notre société, de les aider à devenir des femmes et des hommes libres et responsables, pour qu'à leur tour ils contribuent à bâtir un monde plus juste et plus équitable.

Rien de cohérent et de juste ne se construira sans une volonté politique claire d'agir et d'agir collectivement pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur vie et de leur avenir. On ne naît pas acteur, on le devient à force d'accompagnement, d'apprentissages, d'expériences et d'envie.

Depuis 5 ans, je constate au plan national, comme au plan local, une dégradation accentuée de la politique de jeunesse et d'éducation populaire pourtant composée de richesses et de ressources inestimables : les jeunes bien entendu, mais aussi les associations, leurs centaines de milliers d'animateurs professionnels, d'agents publics, ces millions de bénévoles et de tous les outils qu'ils ont inventés, expérimentés.

Oui, s'instaure petit à petit une politique de jeunesse à deux vitesses. D'un côté, je le redis, un désengagement massif et continu de l'état des actions en faveur de tous, celles qui permettent de construire et maintenir du lien social, qui assurent le mieux vivre ensemble.

Désengagement aussi des soutiens au tissu associatif, véritable levier de la vie démocratique.

Et face de cette diminution drastique et dangereuse de moyens pour des actions structurantes et qui donnent du sens, une action particulière, le service civique, capte la plus grande partie des financements d'Etat.

Si cette mesure est excellente en soi, le service civique ne peut servir de politique de jeunesse à lui tout seul !!!

Comme vous avez pu le constater sur le dernier budget de la jeunesse et de la vie associative, sur 230 millions d'euros, 140 sont réservés à 25 000 jeunes en service civique, ce qui équivaut pour les autres à moins d'un euros par mois, triste constat.

Il est donc urgent de relancer une politique ambitieuse d'éducation populaire, voir d'éducation au sens large, pour redonner espoir et envie aux nouvelles générations, et ce dans une démarche participative impliquant tous les acteurs du secteur : associations et militants, collectivités territoriales et professionnels, Etat et ses services, les jeunes... mais également tous les acteurs potentiels du changement, c'est à dire nous tous.

Pour le responsable politique que je suis, mener une politique d'éducation populaire est donc indispensable.

Cela relève de notre responsabilité de territoire, mais cela s'inscrit également dans un projet politique national. L'éducation populaire est une mission de service publique qui doit être garantie par l'état et portés en partenariat avec les collectivités et les associations, chacun dans son rôle et chacun selon des compétences et des moyens à définir enfin, dans une loi d'orientation et de programmation.

Il nous faut un ministère et des services déconcentrés dédiés qui valorisent les ressources humaines et qui sont dotés de moyens à la hauteur de leurs missions. (la situation actuelle est burlesque)

Il nous faut aussi des politiques territoriales déconcentrées : les collectivités doivent se voir clairement confier des missions d'éducation citoyenne partout et pour tous. Car aujourd'hui les collectivités le font ou non, le veulent ou non, le peuvent ou non. L'égalité de traitement doit être retrouvée et l'Etat doit en être le garant.

Il nous faut enfin un soutien à la vie associative : aujourd'hui avec beaucoup de difficultés et très peu de soutien les associations tentent de poursuivre leurs actions d'éducation sur tout le territoire au plus près des citoyens.

Il ne faut pas se le cacher, elles sont en danger. Tout a été fait pour qu'elles soient assimilées à des acteurs économiques comme les autres, répondant à des appels d'offres, à des marchés, s'inscrivant dans la concurrence et la rentabilité.

Il faut leur redonner leurs lettres de noblesse, reconnaître leur apport à la vie citoyenne et démocratique de notre pays. Il nous faut repenser leurs modes de financement pour leur redonner les moyens d'inscrire leurs actions dans la continuité.

Nous souhaitons tous ici, organisateurs de ce débat, que la société de demain « soit plus juste, plus fraternelle et qu'elle permette l'émancipation individuelle et collective de tous ».

Alors, cette transformation sociale, portons-la ensemble, car il est temps de la mettre en action.